

ECHO-flash

Journal d'Information des Militants CGT de l'Allier

n°282 – janv./fev.2019

LES LUTTES :

Quoi de neuf dans
l'Allier ?

Pages 3 et 4

2019 : les enjeux

Les dossiers chauds de
cette nouvelle année

Pages 6 à 9

CESER :

Rétrospective

Page 11



DUNLOP : *En grève
pour les salaires, l'emploi,
les conditions de travail...*



OUI, il est possible de gagner !!! Et plus encore, si nous nous y mettons toutes et tous !

Alors que la Loi anticasseurs vient d'être votée, les atteintes aux droits des salariés se développent notamment en direction des militants CGT, mais également en direction des salariés qui osent contester, donner leur avis, s'exprimer sur leur travail. Au moment même où le gouvernement déploie son grand débat national qui pourrait faire croire à un semblant de démocratie populaire, nous assistons à l'inverse, à la criminalisation de l'expression des salariés.

C'est l'exemple vécu à la Plateforme de Préparation et de Distribution du Courrier de Moulins/Yzeure, où le personnel avait décidé du dépôt d'un préavis de grève local avec piquet avec plus de 60 % de grévistes et une participation à la manifestation dans le cadre de la journée interprofessionnelle du 5 février à 10h30.

A 9h30, la direction n'a pas trouvé mieux que de désigner deux grévistes au hasard pour leur remettre une lettre de mise à pied conservatoire qu'ils refusent de prendre. Devant une direction sourde à toutes négociations, le personnel décidait en assemblée générale de reconduire la mobilisation afin d'accompagner les deux collègues à leur prise de service.

Dès le lendemain à 6h00, la répression managériale ne se fait pas attendre et les deux lettres sont une nouvelle fois remises. Devant cette injustice, le personnel, à 100 %, décide d'arrêter de travailler tant que les sanctions ne sont pas annulées.

Tout au long de la matinée, nous avons tenté de négocier avec la Direction, dans un climat de mal être des personnels, certains ont fait des malaises. Les pompiers sont intervenus devant la gravité de la situation, jusqu'à installer un poste de secours avancé dans le centre courrier. La secrétaire du CHSCT décidait de déposer un avis de danger grave et imminent.

Avec les soutiens et les interventions de l'UD de l'Allier, du député Jean-Paul Dufrègne et de la fédération FAPT, à 14h00, les sanctions étaient levées.

Une fois de plus, la démonstration est faite que quand les salariés se mobilisent tous ensemble, ils créent un rapport de force suffisant pour faire plier l'employeur.

Félicitations aux syndiqués et salariés, des adhésions sont en cours.

Christelle HEBRARD, membre du bureau de l'UD

Sommaire

UNE : Photo propriété CGT Dunlop

P2 : Editorial

P3 et 4 : Brèves luttes

P5 : Prud'hommes

P6 à 9 : Les enjeux sociaux de 2019

P10 : Pub

P11 : Rétrospective CESER

P12 : – Délégation CGT à l'assemblée nationale
– Pub

Nota : crédit photo propriété UD et internet libre de droit

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier
8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUÇON
Laurent Indrusiak - Directeur de Publication
Jean Pascal Pradel - Responsable de rédaction
Site internet : www.cgt03.fr - Prix : 1 € 30 - C.P.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

L'urgence sociale : répondre à la colère !

Il y maintenant 3 mois le mouvement des gilets jaunes faisait éruption sur le devant de la scène remettant au goût du jour les revendications sociales. Rien de surprenant pour la CGT : cette colère nous la portons depuis des mois voire des années. C'est dans ce contexte que la CGT dans l'Allier a attaqué cette nouvelle année 2019. L'urgence sociale, n'est pas qu'un slogan, nous avons bien commencé cette année sur les chapeaux de roues.



3 janvier 2019 : chez Sadilek à Montmarault

technique, devant entériner la suppression des postes. Soit un total de 125 postes supprimés dans l'Allier depuis 2011.

31 janvier, journée de mobilisation des retraités

La direction a décidé de licencier 9 salariés, la CGT qui n'est pourtant pas majoritaire dans l'entreprise sera la seule OS à s'opposer aux

Ce jeudi 31 janvier, malgré un froid de canard et la pluie, 250 retraités à Montluçon, 100 à Moulins et 50 à Vichy, ont bravé les intempéries pour faire entendre leur ras-le-bol. La baisse continue de leur pension retraite n'est plus supportable, ils l'ont fait entendre à la préfecture et la Sous-Préfecture. Ils ont été aussi reçus par les députées LREM qui les ont écoutés sans les entendre, ne répondant à aucune de nos questions et de nos revendications. Les attentes sont restées vaines. Notons une participation d'une trentaine de gilets jaunes avec qui nous avons discuté après la manif sur nos revendications communes et la nécessité de poursuivre l'action et de se retrouver.

3 AG dans les Unions Locales

Pour cette rentrée 2019, nous avons pris la décision d'organiser des AG dans nos UL. Le 8 janvier à Montluçon, le 11 janvier à Moulins et le 16 janvier à Vichy. Nous noterons des fortunes diverses en termes de participation (60 participants à Montluçon, 30 à Moulins, 10 à Vichy). Il nous fait noter une forte participation des retraités entre 30 % et 50 % suivant les lieux de réunions et à contrario, une faible participation des actifs, avec l'absence totale de certains syndicats ou la très faible présence de certaines professions.

Trois rencontres avec, aux cœurs des débats bien sûr, le mouvement des gilets jaunes avec de nombreuses questions sur l'origine de ce mouvement, mais aussi comment la CGT doit rester audible dans cette période, avec comme point d'appui la préparation de la journée d'action des retraités du 31 janvier mais aussi celle du 5 février.

licenciements. Le syndicat CGT avec les syndicats des métaux de l'Allier appelait à un rassemblement : une trentaine de militants ont répondu présents aux côtés de 6 salariés de l'entreprise également présents. Difficile de gagner sans un rapport de force suffisant, pour autant, il faut souligner le travail réalisé par les camarades.

Finances Publiques le 23 janvier

A l'appel de l'intersyndicale, rassemblement des agents des finances publiques pour dire STOP aux 18 suppressions d'emplois dans l'Allier.

La Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) de l'Allier va perdre 18 agents d'ici le 1^{er} septembre 2019. En guise de protestation, des agents du Centre des finances publiques, le mercredi 23 janvier, se sont réunis simultanément dans les centres de Montluçon, Vichy et Yzeure. Une action d'autant plus symbolique que se tenait dans le même temps, une réunion du comité



31 janvier toujours, à Dunlop

Le syndicat CGT de Dunlop à Montluçon a appelé les salariés à se mobiliser pour l'augmentation des salaires.

5 jours de grèves très suivis avec blocage de l'entrée de l'usine. Les salariés ont décidé de durcir le mouvement avec un blocage, les équipes de semaine avec ceux en équipe de suppléance qui ont pris le relai tout le week-end. Malgré une très forte mobilisation, la direction n'a pas répondu aux revendications.

Les salariés, avec la CGT à la manœuvre, ont décidé de rester mobilisés pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et l'embauche des intérimaires. Mais ils ont pris le parti de modifier les modalités d'actions, notamment en engageant une « grève du zèle ». A suivre...

5 février : étape d'actions

La CGT appelait à une journée de généralisation de la grève avec blocage de l'économie. Dans notre département comme au niveau national, la mobilisation n'a pas été à la hauteur des enjeux. Malgré tout, c'est une belle journée d'action qui nous a été donnée de voir.

Plus de 42 syndicats appelaient à la grève.

650 manifestants à Montluçon, 550 à Vichy, 450 à Moulins.

Nous avons noté la présence de nombreux gilets jaunes, preuve que la convergence commençait à se mettre en place.

Après les manifestations, nous nous sommes donnés rendez-vous à Montmarault pour une distribution de tracts au rond-point et au péage. Nous étions environ une cinquantaine.

Le 5 février suite : victoire au centre de tri Moulins Yzeure



Suite au piquet de grève devant l'établissement, 2 salariés tirés au sort ont été placés en mise à pied conservatoire en vue de sanctions.

Face à cette situation, 100 % du personnel s'est mis en grève depuis le matin du 6 février (voir éditio).

Le 9 février et 16 février à guichets fermés

La population, les élus (pour certains) les syndicats (pas tous) ont répondu à l'appel du comité de vigilance ferroviaire de l'Allier.

Au début du printemps dernier et durant 3 mois, les cheminots se sont mobilisés pour combattre une réforme du ferroviaire ayant pour objectifs la casse de l'entreprise SNCF, la casse du statut des cheminots et l'ouverture à la concurrence. Tout ce qui avait été dénoncé par nos camarades CGT cheminots, commence à produire ses effets. Dans notre département, des fermetures de guichets sont d'ores et déjà annoncées en gare de Commentry, Gannat, Saint-Germain-des-Fossés et Montluçon.

Comme nous vous l'avions précisé, la CGT a été à l'initiative de la construction d'un comité de vigilance du rail 03, lequel a pris la décision d'appels à des rassemblements le samedi 9 février 2019 devant la gare de Commentry (une centaine de personnes avait répondu présente) et le samedi 16 février devant la gare de Saint-Germain-des-Fossés (nous étions environs 200).

D'autres initiatives seront prises pour la défense du rail prochainement dans notre département.

NAO grève chez ONET à Montluçon



Les 5 et 15 février, par 2 fois, les salariés se sont mobilisés. L'appel à la grève a été très suivi, dans un secteur d'activité pas facile (une première pour l'entreprise à Montluçon) pour l'augmentation des salaires, demande de la prime Macron mais aussi pour l'amélioration des conditions de travail.

Malgré la mobilisation du personnel, la direction est restée, pour l'instant, campée sur ses positions. Là aussi... à suivre.

Laurent Indrusiak



La prud'homie au service des salariés justiciables

Comme chaque année, les audiences solennelles d'installation des conseils des prud'hommes se sont tenues en ce début de mois de janvier 2019 dans notre département. Echo-Flash a pu participer à l'audience qui s'est tenue le 15 janvier à Moulins.

Une procédure bien rodée

Il est toujours très utile de voir comment chacun se positionne lors des audiences, le décor y est très officiel, les lieux solennels, mais pour autant, c'est bien une vraie bataille (et peut-être bien la lutte de classe) qui se joue dans ce décorum.

Comme la règle l'impose, c'est le ou la président(e) sortant(e), en l'occurrence cette année à Moulins, c'est à notre camarade Annie De Matos à qui il est revenu la tâche de faire le bilan de l'activité écoulée en 2018.

C'est un discours très offensif qu'a prononcé notre camarade, une introduction explicite. Morceaux choisis : « Toutes les lois, ordonnances et décrets mis en œuvre par les gouvernements successifs peuvent donner l'impression d'une addition de mesures sans ordre ni logique, isolées les unes des autres. Mais il n'en est rien, chacune concourt à renforcer une même visée politique. Une des idées néolibérales sous-jacentes est que l'affaiblissement des droits des salariés va favoriser l'emploi... ».

Des mesures qui produisent leurs effets néfastes

Derrières les intentions et les paroles, il y a les conséquences. Nous assistons à une baisse de 20 % à 40 % d'enrôlement des affaires devant les conseils de prud'hommes.

Cette facilitation des licenciements qui devait favoriser l'embauche produit des effets contraires puisque le nombre de licenciements se situe aux alentours de 630 000 par an sur le plan national. La baisse des recours devant les conseils de prud'hommes montre que la loi remplit son objectif : celui de diminuer les contentieux prud'homaux en matière de licenciements. Mais au prix de quels sacrifices pour les salariés ?

cours qu'il n'y a pas d'antagonisme



La délégation CGT lors de l'audience solennelle de Moulins

Lors du discours du représentant du patronat, nous avons entendu des propos inquiétants : « nous devons aller encore plus loin, la liberté de licencier nous permettra de mieux embaucher ». Les salariés licenciés et les millions de personnes sans emploi apprécieront.

Autre discours entendu, ce sont les réquisitions de la procureure : « l'enceinte des prudhommes doit être un lieu où il n'y a pas de place pour la lutte partisane, mais au contraire un endroit où la conciliation doit être privilégiée ».

Nous l'avons bien compris, l'audience solennelle nous permet de voir avec précision la position des uns et la posture des autres.

La voix de nos représentants CGT qui affirme avec conviction ses valeurs et son point de vue, le Patronat et l'état qui essaient de faire croire dans les dis

aux conseils de prudhomme, démontrent des démarches diamétralement différentes qui en disent long sur les antagonismes qui s'opposent.

Ce qui nous fait dire pour conclure, que les conseils de prud'hommes et les moments des audiences solennelles sont bien les théâtres de vraies luttes de classe.

Laurent Indrusiak

LES DOSSIERS CHAUDS DE 2019

En 2018, il n'y a pas que le réchauffement climatique qui a fait l'événement, le « climat » social s'est aussi largement détérioré. N'oublions pas les nombreuses étapes d'actions qui ont ponctué le calendrier qui, si elles étaient fréquemment unitaires, se caractérisaient par une CGT à l'initiative et largement présente. La date du 9 octobre annonçait les prémices d'une autre vague de contestations. Le mécontentement s'est revêtu de jaune et s'inscrit, depuis le 17 novembre, dans la durée. Comment faire converger les colères ? C'est un défi auquel s'attèle notre organisation et qui devra trouver des traductions sur les grands axes revendicatifs de 2019.

Hausse des salaires et NAO, La fonction publique à la bonne articulation

Ce qui est convenu d'appeler l'affaire « Carlos Ghosn » démontre, s'il en est besoin, l'injustice outrancière qui persiste entre la grande majorité des salariés du pays et le grand patronat français et international. Si les dividendes des actionnaires se portent à merveille, boucler les fins de mois devient de plus en plus compliqué pour les actifs et les retraités tant la question du pouvoir d'achat est prégnante dans la vie quotidienne. Les hausses s'enchaînent : carburants, péages autoroutiers, loyers, énergie, alimentaire...sans oublier la CSG pour les retraités.

La hausse du SMIC, des salaires et des pensions doit être à l'ordre du jour des revendications sociales et la CGT l'a clairement identifiée comme telle. Au-delà des journées temps forts d'actions, les Négociations Annuelles Obligatoires doivent être l'occasion de porter, dans chaque entreprise, les exigences revendicatives en matière d'augmentation des salaires. Réinscrivons nos propositions salariales au fronton des négociations.

30 milliards d'euros d'économie, c'est l'ambition affichée par le gouvernement tel que le 1^{er} ministre l'a annoncé en date du 29 octobre 2018. Il relaie ainsi le programme de campagne du Président Macron qui promettait la



suppression de 120 000 postes de fonctionnaires principalement d'état (50 000) et territoriaux (70 000).

Rappelons que sous le précédent quinquennat, c'est déjà près de 200 000 postes qui avaient été supprimés dans la fonction publique d'état. Dans l'hospitalière, les économies potentielles l'ont déjà raclée jusqu'à l'os et ce ne sont pas les mesures de la loi de financement de la sécurité sociale 2019 qui risquent de lui donner du souffle, au contraire.

Pour parvenir à cette grande braderie, il faut casser les garanties collectives et donc s'attaquer aux statuts des fonctionnaires pourtant bien loin des privilégiés que les campagnes de dénigrement s'encouragent à dépeindre.

C'est un enjeu de première importance car ils constituent un rempart à abattre contre la remise en cause des intérêts des usagers des services publics.

Au final, le gouvernement rêve d'une seule fonction publique au lieu des 3 versants actuels. Elle serait cantonnée aux seules missions régaliennes pour permettre la mise sous contrôle des populations (police, justice, défense...), les autres seraient bradées au privé pour accroître de juteux bénéfices au détriment de la qualité du service et de l'égalité de traitement.

Les salariés sous contrat et sans protection statutaire seraient bien plus malléables pour ne plus s'opposer aux stratégies libérales. Fonctionnaires et usagers, retrouvons-nous les manches et ne laissons pas ces projets aboutir !

Réforme des retraites : un système « universel » à nivellement vers le bas

Là encore, il s'agit d'une promesse de campagne du président de la république à l'époque candidat. C'est Jean-Paul Delevoye, ancien ministre UMP, nommé Haut-Commissaire à la réforme des retraites qui est en charge de ce dossier. A partir d'une pseudo concertation, les proposi-

tions, un temps repoussées, devraient parvenir sur le bureau présidentiel au printemps. L'objectif est d'adopter une loi à l'automne 2019 pour une application programmée en 2020.

Qu'y a-t-il dans le « panier de la ménagère » ?

Mise à plat des 42 régimes avec un nivellement sur le régime général. Mise en place d'un système par points dont la valeur sera fluctuante car basé sur l'espérance de vie. D'un âge légal de départ à 62 ans, on passerait à un âge minimal de départ à 62 ans qui en dit long sur la volonté d'allongement de la durée de cotisation. La CGT propose de conserver le système fondé sur les annuités, plus juste et socialement équitable. Les droits doivent s'ouvrir à 60 ans (et moins pour les métiers pénibles) avec un minimum de pension de 1200 € avec un taux de remplacement de 75 %.

Il s'agit bien là de deux visions qui s'opposent et le bras de fer ne fait que commencer. À nous d'écrire le scénario du match !

RAC 0 ou RASE gratuits ?

Là encore, mesure emblématique du programme macronien, le « 0 reste à charge » devrait s'échelonner sur les 3 ans qui viennent à compter de 2019.

La mesure peut paraître louable : alors que 10 % de la population française déclare renoncer à des soins principalement pour raisons financières, alors que 35 % déclare souffrir de déficience auditive dont seule la moitié est

appareillée...qui pourrait s'opposer à un dispositif qui vise à un plus large accès à la santé ?

Jugez plutôt, inscrit dans la loi de finance adoptée en décembre dernier, le décret vient de paraître. Il est prévu au terme de la réforme, que chaque patient en optique, dentaire et audio puisse avoir accès à un équipement de qualité à tarifs maîtrisés, sans reste à charge facturé (sauf si choix du patient vers un dispositif de qualité supérieure).



Tiens ! La sécurité sociale aurait-elle été sujette à des recettes complémentaires ? Évidemment non. Cette mesure est à moyen constant ou presque. L'état aurait-il mis la main à la poche ?

Ne rêvons pas ! Si la sécu assume une partie de l'enveloppe, il est demandé aux professionnels de santé de baisser leurs tarifs en échange de contreparties et il est imposé aux complémentaires santé, mutuelles en tête, d'assumer le reste de l'ardoise.

Il est facile d'être grand seigneur avec l'argent des autres. Au final, c'est l'histoire de « l'arroseur arrosé » car rappelons que les mutuelles sont des organismes non lucratifs qui, en cas de bons résultats, sont redistribués aux adhérents.

Des chiffres... et des chiffres !

Minimum de vie décente :
1 424 €

Montant du Smic net au 1^{er} janvier 2019 : 1 227,39 €

Part des dividendes versés aux actionnaires :
- 30 % en 2000
- 67,5 % en 2016

Seuil de pauvreté : 14 % de la population vit en dessous du seuil de 1 026 € par mois

Loyer moyen à Paris :
1 065 € par mois pour 31 m²

Loyer moyen en France :
650 € par mois

5,9 millions de Français en précarité énergétique – 1 ménage sur 5



Si on leur impose des charges nouvelles comme déjà en 2018 (hausse du forfait hospitalier, augmentation du forfait médecin traitant...), il faudra répercuter les coûts supplémentaires sur les cotisations de leurs adhérents.

Eh pan, dans le museau ! C'est pas grave, tu pourras aller te faire soigner les ratiches.

Une fiscalité plus juste

Au moment du grand « débat...lage » national, la question de la fiscalité se trouve placée sous les projecteurs.

La CGT n'hurle pas avec les loups pour réclamer moins d'impôts. Il faut le rappeler, moins d'impôts c'est moins d'écoles, moins d'infrastructures routières, moins de sécurité incendie, moins d'hôpitaux et services de soins... bref moins de solidarité nationale. Mais la CGT revendique une fiscalité plus juste, plus équitable dont les taux de prélèvement seraient réellement adaptés. Moins élevés envers les plus faibles mais progressistes mettant à contribution les plus aisés. Or notre système fiscal est injuste car presque exclusivement proportionné aux revenus et à la dépense, tel que la TVA par exemple. Ainsi les impôts sur la consommation pèsent trois fois plus que ceux des revenus, soit un cinquième de la dépense (voir NVO janvier 2019). Dans le même temps, les cadeaux fiscaux représentent 150 milliards d'euros par an, seuls les riches et les puissants en bénéficient. La CGT propose de favoriser la progressivité des impôts en renforçant celui sur les revenus dont il faut augmenter les taux pour les plus hauts. Elle propose également de réduire les taxes et notamment la TVA qui passerait de 20 % à 15 % en la supprimant totale-

ment sur les produits de première nécessité. Elle propose aussi de taxer plus le capital et moins le travail.

Chaque année, ce sont entre 60 et 80 milliards d'euros de fraude fiscale qui sont enregistrés en France.

Ça n'est pas en réduisant les agents des finances que l'on luttera efficacement envers les fraudeurs.

Le prélèvement à la source



Un grand nombre de nos concitoyens sont partagés voire inquiets sur la réforme du recouvrement de l'impôt mise en place en ce début d'année. Pour autant, mesurent-ils toutes les incidences de la réforme et ses implications ?

Pour la CGT, cette dernière pourrait bien être le « cheval de Troie » de la fusion entre l'impôt sur le revenu avec la CSG. C'est l'échafaudage du financement de notre protection sociale qui risque d'être ébranlé, sans oublier que ce dispositif favoriserait les plus hauts revenus au détriment des plus modestes.

On nous annonce que le PAS (Prélèvement A la Source) serait une économie pour l'état. Au contraire, les employeurs qui se transforment en collecteur d'impôts réclament déjà une compensation financière pour le travail

demandé. De plus, c'est une telle « usine à gaz » que le travail d'informations et de gestion est beaucoup plus lourd pour les agents des finances publiques.

Aujourd'hui déjà, un contribuable sur deux est mensuralisé avec un système totalement sécurisé. Ne valait-il pas mieux améliorer ce dispositif plutôt que de passer par un système qui permet aux entreprises dont certaines pourraient être malveillantes d'avoir accès à des données qui sortent de leurs attributions ?

Négociations sur l'assurance chômage

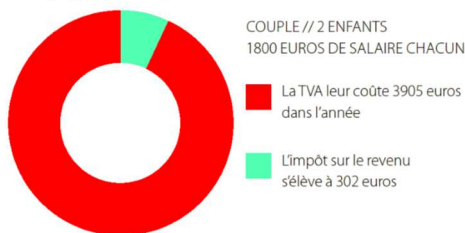
Depuis le 9 novembre dernier, les organisations syndicales et patronales se sont engagées dans une nouvelle séquence de « négociations ». Négociation est un bien grand mot tant la marge de manœuvre imposée par le gouvernement est étroite et directive : trouver près de 4 milliards d'économies en 3 ans.

Dès la première séance, les négociateurs CGT ont déchiré publiquement cette lettre de cadrage irréaliste et désastreuse pour ceux qui sont victimes de la perte de leur emploi. Les négos devaient se mener au pas de charge pour être bouclées à la mi-janvier dicit le gouvernement. La situation sociale du pays a pesé sur les séances de travail et les négociations sont loin d'être closes.



A l'heure où nous écrivons ces lignes, la dernière séance en date est celle du 14 février qui se clôt sur un constat d'échec : les organisations syndicales proposent un système de modulation

IMPÔT SUR LES REVENUS ET TVA D'UN MÉNAGE



des cotisations patronales pour les contrats courts mais le patronat refuse la moindre augmentation de sa quote-part.

A l'inverse, les propositions patronales sont des mesurette qui visent à accompagner la précarité ou qui parfois remettent en cause les droits des salariés.

La prochaine séance est prévue le 20 février 2019. Si elle est maintenue, la CGT y participera, déterminée à ne pas accepter les baisses de droits, qu'elles soient rendues effectives par un accord inacceptable ou par une décision du gouvernement.

Résiliation des contrats de complémentaire santé, le retour !

Nous publions ci-après le texte du communiqué de la CGT paru le 15 février :

Alors même que ces dispositions ont été rejetées lors de la discussion Parlementaire de la loi PACTE, les députés LREM viennent de déposer une nouvelle proposition de loi visant à autoriser les employeurs à rompre unilatéralement et à tout moment un contrat de complémentaire santé d'entreprise !

Doit-on y voir une forme d'impatience des lobbyistes au moment même où de fortes opérations de concentrations s'opèrent entre les différents acteurs du secteur de la protection sociale à l'image du rapprochement entre Humanis et Malakoff-Médéric ?

Pour les salariés, c'est la porte ouverte à des remises en causes des garanties prévues et à un financement de l'employeur revu à la baisse.

Si un tel projet venait à aboutir, il aurait comme première conséquence une augmentation des frais de gestion appliqués par les organismes complémentaires aux contrats de santé et de prévoyance en raison de la charge nouvelle créée par le risque de rupture de contrat en cours d'exercice... Une augmentation qui sera répercuté sur les cotisations des salariés !

Ce risque est d'autant plus réel que le projet de loi prévoit que l'employeur n'aurait plus à requérir l'accord des organisations syndicales... Loin, très loin d'un respect des partenaires so-

ciaux dans leurs prérogatives, il y a là un renforcement inadmissible du pouvoir de l'employeur en matière de protection sociale, au détriment des syndicats, de la négociation collective et donc des salariés.

De nouveau, le gouvernement et sa majorité à l'Assemblée Nationale sont pris la main dans le sac d'un double discours contradictoire : prôner le dialoguer et la concertation... dans le même temps offrir aux employeurs la capacité d'imposer des mesures sociales régressives !

La CGT revendique, tout au contraire, la mise en place d'une « sécurité sociale intégrale », véritable remède à un accès aux soins de plus en plus difficile et un système de santé de plus en plus sous tension. Il nous faut gagner la Sécurité sociale du XXI^e siècle !

Le comité social et économique

En application du décret CSE du 29 décembre 2017, les CE, DP et CHSCT fusionnent en une seule entité appelée Comité Social et Economique. En conséquence, les élus disparaissent et sont remplacés par les nouveaux membres du CSE.

Les élus CE, DP et CHSCT continuent leur mandat jusqu'au renouvellement des instances et au plus tard, leur mandat prendra fin au 31 décembre 2019 (date à laquelle il devient obligatoire de mettre en place le CSE). Les DS (Délégués Syndicaux) sont maintenus et peuvent assister, avec voix délibératives, aux séances du CSE.

Au 1^{er} janvier 2020, les CSE engloberont définitivement les prérogatives des CHSCT et des Comités d'Entreprise.

Toutes les prérogatives ? Une partie seulement telle que les attributions qui concernent la santé, la sécurité et les conditions de travail dans les entreprises employant au moins 50 salariés. Pour ce faire, une nouvelle commission est créée au sein de l'instance CSE, il s'agit du CSSCT (Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail) qui devient obligatoire dans les entreprises d'au moins 300 salariés.



C'est une réforme d'ampleur qui va impacter durablement les rapports sociaux dans les entreprises. Echo-Flash reviendra si nécessaire sur les aspects importants de cette nouvelle organisation des IRP.

Jean-Pascal Pradel

ORGANISATIONS SYNDICALES

**J'ai le pouvoir
de protéger
mon activité
syndicale.**

Crédit photo : Eric Audras / Onoky / GraphicObsession

**Ce qui est essentiel pour nous à la Macif,
depuis plus de 30 ans, c'est de protéger
l'activité syndicale de nos partenaires.**

**Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
c'est un engagement de tous les instants.**
C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre
les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés
pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi



Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort.
Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13005670 (www.orias.fr).

Activité 2018 du groupe CGT au Conseil Economique Social Environnemental Régional Auvergne-Rhône-Alpes

2018 constitue, tout d'abord, le début d'une nouvelle mandature qui s'achèvera en 2023. 9 femmes et 9 hommes, désignés par le Comité Régional CGT AURA, représentent la CGT parmi les 190 conseillers que compte le CESER AURA dans son intégralité. Le CESER permet l'expression de la Société civile organisée sur des sujets économiques, sociaux et environnementaux ou encore sociétaux concernant tous les citoyens, au plus près de leurs préoccupations. Les 18 conseillers CGT, de par leurs interventions en plénière, et le travail fourni en se répartissant au sein de toutes les commissions, sections et groupes de travail, apportent et tentent de faire partager et valider, les sensibilités et positions de la CGT au plus grand nombre.

Plénière de février : le CESER est consulté sur le rapport du « Conseil d'Orientation des Infrastructures »



Plénière de mai : suite à une auto-saisine du Conseil Régional AURA, en date du 26/01/18, concernant la réforme de la politique d'apprentissage, le CESER émettra des préconisations et proposera de s'emparer à nouveau du sujet lorsque l'ensemble des paramètres de la réforme seront connus.

Plénière de juin : le CESER émet et vote des avis sur « Les rapports relatifs à la stratégie Environnement, Energie et aux Parcs Naturels Régionaux », le plan « Action Cœur de Ville », « Accès au très haut débit : pour une coordination régionale » et le projet de compte administratif 2017 élaboré par l'Exécutif Régional.

Plénière de juillet : le CESER est appelé à se prononcer sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) dans une contribution dénommée « Ambition Territoire

2030 : 7 clés pour réussir ».

Plénière d'octobre : Consultation obligatoire du CESER sur le Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP).

Suite à deux saisines du Conseil Régional, le CESER est amené à se prononcer sur le Plan Régional Déchets et sur la formation professionnelle : « Former pour l'Emploi ».

Le CESER émettra également un avis sur le projet de rapport des



orientations budgétaires 2019, élaboré par l'Exécutif Régional.

12 novembre 2018 : Marie-Claire CAILLETAUD, du groupe CGT au CESE, est auditionnée par la section industrie du CESER.

Plénière de novembre : le CESER donnera un avis sur la contribution « Quels leviers pour les solutions hydrogène décarbonées ? »

Plénière de décembre : le CESER rendra des avis respectifs sur le bilan d'exécution du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2017, le rapport « Protéger nos enfants : un plan ambitieux contre le harcèlement scolaire »

et le budget primitif 2019 de la Région.

Le CESER s'est auto-saisi de plusieurs thèmes dont l'aboutissement arrivera à terme en 2019, voire plus loin dans le temps selon les sujets :

- Les coopérations économiques, vues comme créatrices de richesses et/ou d'emplois sur des territoires infrarégionaux ;
- La cybersécurité dans les entreprises ;
- La qualité de l'air extérieur ;
- L'orientation tout au long de la vie ;
- La dépendance : les aidants ;



- Les parcours de réussite et de professionnalisation pour les étudiants d'AURA, de l'accès de l'enseignement supérieur jusqu'à l'emploi.

La Région a saisi le CESER sur « Les relations financières Etat/Région » et « Les violences scolaires ».

Gisèle Bascoulergue

Le dossier Environnement Recycling à l'assemblée

Il y a deux ans, la CGT avait été reçu au sénat par la sénatrice communiste Evelynne Didier. Une nouvelle fois, le dossier Environnement Recycling nous a conduit à l'assemblée nationale.

A la demande des députées de la France Insoumise, Danièle Obono et Mathilde Panot, une délégation de la CGT a été reçue à l'Assemblée Nationale le 13 février dernier.

Pendant plus de 1h30 d'entretien, nous avons pu revenir sur l'historique de ce dossier, apportant les éléments démontrant les mauvaises conditions de travail des salariés, l'attitude des employeurs cherchant à minimiser la situation, mais aussi l'inaction des services de l'état et la complicité de certains élus politiques.

Nous avons aussi évoqué l'évolution de la production avec le passage au démantèlement des écrans plats et le

risque d'exposition au mercure que nous retrouvons dans la composition de

des déchets ultimes (fin de chaîne) et des risques environnementaux (les deux incendies récents posent beaucoup de questions).

Au terme de ces entretiens, les deux députées nous ont proposé l'envoi d'un courrier à la préfecture. En partant de l'exemple de l'entreprise Environnement Recycling, ils vont également essayer d'aborder le sujet de la filière du recyclage en commission santé, travail et environnement de l'Assemblée Nationale. Info de dernière minute, le 21 février, nous avons, aussi, été reçus par l'unité de la Direccte de l'Allier.



La délégation CGT : Arnaud Bernard (ancien salarié), Ulpio Pinto Alves (ancien salarié), Elena Blond (Secrétaire Générale de l'UL de Montluçon), Laurent Indrusiak (Secrétaire Général de l'UD Allier)

ces écrans. Nous avons aussi attiré l'attention des deux parlementaires, sur le problème des stockages et d'utilisation

Laurent Indrusiak

GAMME INDIVIDUELLE

- TNS - ENTREPRISE - AGENTS TERRITORIAUX - IARD

**Avec vous,
à chaque instant**



Engagée pour votre santé

• **Vichy**

30 bd. Gambetta
03207 Vichy Cedex
Tél. 04 70 31 41 18

• **Montluçon**

73 av. de la République
03100 Montluçon
Tél. 04 70 05 89 15

• **Moulins**

87 rue d'Allier
03000 Moulins
Tél. 04 70 46 22 57

• **Clermont-Ferrand**

16 rue Saint Genès
63000 Clermont-Ferrand
Tél. 04 73 16 13 12

www.mutuale.fr

Régie par le code de la mutualité, soumise aux dispositions du livre II de ce même code et immatriculée à l'INSEE sous le numéro 775 369 887



Mutuale
La Mutuelle Familiale
Section Auvergne